

50
DISCOURS
QUI ONT MARQUÉ
NOTRE ÉPOQUE

ANDREW BURNET
CONTRIBUTEURS :
NANCY E M BAILEY
ALLAN BURNETT
ANDREW CAMPBELL
STEVE CRAMER
CATHERINE GAUNT

Traduit de l'anglais par Dominique Piolet-Françoise

ARMAND COLIN

L'édition originale de cet ouvrage a été publiée en 2016 par Chambers, une maison d'édition de Hachette UK sur la base de documents précédemment édités dans l'ouvrage *The Chambers Book of Great Speeches*, 2013

Copyright ©Chambers Publishing Ltd 2016

©Armand Colin, 2019 pour l'édition française
ISBN : 978-2-200-62556-6

Maquette de couverture : Hokus Pokus Création
Illustration de couverture : Martin Luther King Jr
©Getty images, ph. Paul Schutzer

Avertissement de l'éditeur

Les discours de Jean Jaurès, Marie Curie, Léon Blum, Charles de Gaulle (« Appel du 18 juin 1940 »), Jean Monnet, l'abbé Pierre, André Malraux, Golda Meir, Simone Veil, Mère Teresa, Robert Badinter, Dominique de Villepin et Angela Davis ont été ajoutés pour l'édition française.

Crédits illustrations :

Lénine, Édouard VIII, Charles de Gaulle, Albert Einstein, John F. Kennedy, Yasser Arafat, Margaret Thatcher, Ronald Reagan, George W. Bush, Malala Yousafzai, ©Hodder & Stoughton

Et pour la version française :
Marie Curie ; Simone Veil, ©AFP

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Sommaire

Introduction	6	Joseph Staline	71
Jean Jaurès	9	« C'est une question de vie ou de mort pour l'État soviétique » (3 juin 1941)	
Vladimir Ilitch Lénine	15	Heinrich Himmler	77
« Tout pour les ouvriers ! Tout pour les travailleurs ! » (30 août 1918)		« Je parle [...] de l'extermination du peuple juif » (4 octobre 1943)	
Le Mahatma Gandhi	20	Charles de Gaulle	81
« Pourquoi voulons-nous proposer cette non-coopération ? » (12 août 1920)		« Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! » (25 août 1944)	
Marie Curie	27	Hô Chi Minh	84
« La découverte du radium est une belle histoire scientifique » (14 mai 1921)		« Le Vietnam a le droit d'être un pays libre et indépendant » (2 septembre 1945)	
Benito Mussolini	31	David Ben Gourion	88
« Nous devons parvenir à la paix » (25 juin 1923)		« Nous honorons aujourd'hui cette Route du Courage » (12 décembre 1948)	
Franklin D. Roosevelt	36	Albert Einstein	95
« La seule chose que nous ayons à craindre est la crainte elle-même » (4 mars 1934)		« La sécurité par le biais de l'armement national est [...] une désolante utopie » (19 février 1950)	
Léon Blum	44	Jean Monnet	99
« Nous sommes un Gouvernement de Front populaire » (6 juin 1936)		« Nous ne sommes qu'au début de l'effort que l'Europe doit accomplir pour connaître enfin l'unité, la prospérité et la paix » (10 août 1952)	
Édouard VIII	51	L'abbé Pierre	106
« Je me déleste de mon fardeau » (11 décembre 1936, Windsor)		« Que tant de douleur nous ait rendu cette chose merveilleuse : l'âme commune de la France » (1 ^{er} février 1954)	
Neville Chamberlain	55	Nikita Khrouchtchev	109
« Ce pays est maintenant en guerre avec l'Allemagne » (3 septembre 1939)		« Le culte de l'individu et ses conséquences préjudiciables » (25 février 1956, Moscou (Russie))	
Winston Churchill	59	Patrice Lumumba	114
« Nous nous battons sur les plages » (4 juin 1940)		« Un gouvernement honnête, loyal, fort et populaire » (23 juin 1960)	
Charles de Gaulle	67		
« La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas » (18 juin 1940)			

Ernesto « Che » Guevara	119	Ronald Reagan	209
« Pour être un révolutionnaire, il faut commencer par faire la révolution » (19 août 1960)		« Les pulsions agressives de l'empire du mal » (8 mars 1983)	
John F. Kennedy	127	Desmond Tutu	215
« Ich bin ein Berliner » (26 juin 1963)		« La solution finale de l'apartheid » (11 décembre 1984)	
Martin Luther King	131	Ronald Reagan	225
« J'ai un rêve » (28 août 1963)		« Abattez ce mur ! » (12 juin 1987)	
Malcom X	139	Václav Havel	231
« Le vote ou le fusil » (3 avril 1964)		« Nous vivons dans un environnement moral contaminé » (1 ^{er} janvier 1990)	
André Malraux	147	Nelson Mandela	235
« Écoute aujourd'hui, jeunesse de France, ce qui fut pour nous le chant du Malheur » (19 décembre 1964)		« Aujourd'hui, jour de ma libération » (11 février 1990)	
Richard M. Nixon	155	Mary Fischer	243
« Il ne peut y avoir de blanchiment à la Maison-Blanche » (30 avril 1973)		« Le virus du SIDA n'est pas une invention politique » (19 août 1992)	
Golda Meir	163	Benazir Bhutto	248
« Ce qui distingue (...) Israël des autres pays, c'est le fait que nous devons toujours (...) nous justifier aux yeux du monde » (1 ^{er} octobre 1973)		« La philosophie de l'islam repose sur l'égalité, l'égalité entre les deux sexes » (4 septembre 1995)	
Yasser Arafat	175	George W. Bush	255
« Je suis venu avec dans une main un rameau d'olivier et dans l'autre un fusil de combattant de la liberté » (13 novembre 1974)		« Aujourd'hui notre nation voit le mal » (11 septembre 2001)	
Simone Veil	185	Dominique de Villepin	259
« Aucune femme ne recourt de gaieté de cœur à l'avortement » (26 novembre 1974)		« La guerre est toujours la sanction d'un échec » (14 février 2003)	
Mère Teresa	190	Saddam Hussein	267
« L'amour des autres nous rendra saints » (10 décembre 1979)		« L'Irak sortira victorieux » (20 mars 2003)	
Margaret Thatcher	197	Oussama ben Laden	271
« La dame ne fera pas demi-tour » (10 octobre 1980)		« Nos actes sont une riposte à vos actes » (15 avril 2004)	
Robert Badinter	203	Steve Jobs	276
« Cette justice d'angoisse et de mort, décidée avec sa marge de hasard, nous la refusons » (17 septembre 1981)		« On est déjà à nu. On n'a aucune raison de ne pas écouter ce que nous dicte notre cœur » (12 juin 2005)	
		Aung San Suu Kyi	284
		« Mon pays, aujourd'hui, n'en est qu'au début du voyage » (21 juin 2012)	

Malala Yousafzai	295	Theresa May	313
« Ils pensaient que les balles allaient nous faire taire. Mais ils se sont trompés » (12 juillet 2013)		« En quittant l'Union européenne, nous allons nous forger un rôle à la fois neuf et ambitieux dans le monde » (13 juillet 2016)	
Christine Lagarde	302	Angela Davis	317
« Réduire les inégalités excessives n'est pas simplement un impératif moral et politique, c'est aussi une question de bon sens économique » (17 juin 2015)		« Nous sommes des acteurs collectifs de l'histoire » (21 janvier 2017)	

Introduction

Lorsqu'on évoque le concept de « monde moderne », une multitude d'idées nous viennent à l'esprit. La culture qui est la nôtre aujourd'hui fait que nous avons parfois l'impression d'être entourés par des dizaines d'écrans de télévisions branchés sur différentes chaînes qui, toutes, nous bombardent de sons et d'images et requièrent notre attention.

Les progrès technologiques sont tels que rares sont ceux qui, parmi nous, peuvent suivre la cadence et être au fait de toutes les possibilités qui s'offrent à nous. *A contrario*, nombreuses sont les personnes qui s'interrogent quant aux implications de cette évolution. Les clivages religieux et politiques semblent s'accroître et présenter un danger de plus en plus imminent. La pauvreté s'aggrave tandis que d'énormes richesses s'accablent. Le climat change ; les systèmes financiers s'effondrent ; les guerres perdurent. Et tout cela parvient jusqu'à nous qui vivons dans un monde soumis au va-et-vient incessant des divertissements, de la publicité et d'un « culte de la célébrité » effréné.

Mais, dans ce monde bruyant et où tout va vite, une des aptitudes de l'être humain a su rester – et, *a priori*, le restera encore longtemps – aussi essentielle qu'elle l'était dans la Grèce et la Rome antiques, je veux parler de l'art oratoire, le don de la persuasion, qui permet à un homme ou à une femme de captiver l'attention d'autres personnes pour défendre une opinion. De nos jours, un auditoire peut compter plusieurs millions d'individus. Mais s'il est brillant, un orateur saura exercer son art sur son auditoire qu'il soit réduit ou large.

Ce livre n'entend pas retracer l'histoire de l'art oratoire ni même de mettre en exergue tous les événements marquants de l'histoire. Il se veut n'être que le condensé de 50 discours modernes d'orateurs et d'oratrices ayant fait entendre leur voix dans des circonstances bien différentes.

Tous se sont illustrés d'une manière plus ou moins louable. Certains se sont exprimés sur des sujets intemporels comme la guerre ou la paix, les inégalités ou la justice, la répression ou la révolution. D'autres ont, quant à eux, pris la parole sur des sujets typiques de notre ère moderne comme le sida, la bombe atomique et le terrorisme. Tous avaient un message unique à nous livrer et ils l'ont fait d'une manière originale et convaincante.

Pour chacun de ces discours, nous avons replacé le lecteur dans un contexte historique et lui avons, dès que cela était possible, fait partager les réactions des auditoires auxquels ils étaient adressés. Une biographie succincte de l'orateur(ice) et des notes lui permettent de mieux comprendre

des références qui auraient pu lui échapper. Dans certains cas, nous avons coupé les discours pour nous concentrer sur ce qui, à nos yeux, est essentiel.

Nous ne pouvons, si vous voulez en savoir plus, que vous encourager à lire les discours d'origine et vous délecter de chacun des mots de ces orateurs pour ce qu'ils ont de sublime.

Andrew Burnet

« Je veux
espérer
encore
que le crime
ne sera pas
consommé »

– *Jean Jaurès*

1

Jean Jaurès

Orateur et parlementaire socialiste

Jean Jaurès (1859-1914) est devenu en 1885 le plus jeune député de France. Ses idées socialistes l'amènent à soutenir la grande grève des mineurs de Carmaux. Il prend la défense du capitaine Dreyfus lors de l'Affaire et fonde le journal *L'Humanité* dont il devient directeur. Il participe également à la fondation de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) qui contribue à unifier le mouvement socialiste français. Connue pour ses positions pacifistes à la veille de la Première Guerre mondiale, il est assassiné par Raoul Villain le 31 juillet 1914. Sa dépouille est transférée au Panthéon dix ans plus tard.

« **L'Europe se débat comme dans un cauchemar** »

25 juillet 1914

C'est pour des motifs politiques que Jean Jaurès, député du Tarn, se rend à Lyon-Vaise le 25 juillet 1914, quelques jours avant son assassinat. Il vient soutenir la candidature de Marius Moutet, avocat et conseiller municipal de Lyon mais également l'un des fondateurs de la Ligue des droits de l'Homme. Il prend la parole dans le café d'un quartier ouvrier, devant un auditoire de près de 2 000 personnes. Son déplacement à Vaise peut paraître incongru dans le contexte international. En effet, l'Europe traverse une crise très grave. En effet, le 28 juin, l'archiduc François-Ferdinand de Habsbourg, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, a été assassiné à Sarajevo. Le 7 juillet, l'empereur François-Joseph d'Autriche déclarera la guerre à la Serbie et ce sera l'escalade par le jeu des alliances qui conduira à la Première Guerre mondiale. Pour l'heure et en ce jour du 25 juillet, les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues après l'ultimatum envoyé à la Serbie deux jours auparavant.

Le tribun socialiste pressent les événements à venir et fait part aux personnes venues l'écouter de son inquiétude. L'Europe court un grand danger et chacun doit endosser sa part de responsabilité face à cette crise sans précédent. Jaurès en appelle à la classe prolétaire qui, seule et en s'unissant, pourrait faire reculer le spectre d'une guerre mondiale.

Dans son intervention, il parle peu du candidat socialiste. On comprend que ce qui le préoccupe, c'est la crise qui se prépare et son discours pacifiste lui vaudra d'être assassiné le 31 juillet au café du Croissant par Raoul Villain.

Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France.

Citoyens,

Je veux vous dire ce soir que jamais nous n'avons été, que jamais depuis quarante ans l'Europe n'a été dans une situation plus menaçante et plus tragique que celle où nous sommes à l'heure où j'ai la responsabilité de vous adresser la parole. Ah ! citoyens, je ne veux pas forcer les couleurs sombres du tableau, je ne veux pas dire que la rupture diplomatique dont nous avons eu la nouvelle il y a une demi-heure, entre l'Autriche et la Serbie va éclater et je ne dis pas que si la guerre éclate entre la Serbie et l'Autriche le conflit s'étendra nécessairement au reste de l'Europe, mais je dis que nous avons contre nous, contre la paix, contre la vie des hommes à l'heure actuelle, des chances terribles et contre lesquelles il faudra que les prolétaires de l'Europe tentent les efforts de solidarité suprême qu'ils pourront tenter.

Citoyens, la note que l'Autriche a adressée à la Serbie est pleine de menaces et si l'Autriche envahit le territoire slave, si les Germains, si la race germanique d'Autriche fait violence à ces Serbes qui sont une partie du monde slave et pour lesquels les Slaves de Russie éprouvent une sympathie profonde, il y a à craindre et à prévoir que la Russie entrera dans le conflit, et si la Russie intervient pour défendre la Serbie, l'Autriche ayant devant elle deux adversaires, la Serbie et la Russie, invoquera le traité d'alliance qui l'unit à l'Allemagne et l'Allemagne fait savoir qu'elle se solidarise avec l'Autriche. Et si le conflit ne restait pas entre l'Autriche et la Serbie, si la Russie s'en mêlait, l'Autriche verrait l'Allemagne prendre place sur les champs de bataille à ses côtés. Mais alors, ce n'est plus seulement le traité d'alliance entre l'Autriche et l'Allemagne qui entre en jeu, c'est le traité secret mais dont on connaît les clauses essentielles, qui lie la Russie et la France et la Russie dira à la France : *« J'ai contre moi deux adversaires, l'Allemagne et l'Autriche, j'ai le droit d'invoquer le traité qui nous lie, il faut que la France vienne prendre place à mes côtés. »* À l'heure actuelle, nous sommes peut-être à la veille du jour où l'Autriche va se jeter sur les Serbes et alors l'Autriche et l'Allemagne se jetant sur les Serbes et les Russes, c'est l'Europe en feu, c'est le monde en feu.

Dans une heure aussi grave, aussi pleine de périls pour nous tous, pour toutes les patries, je ne veux pas m'attarder à chercher longuement les responsabilités. Nous avons les nôtres, Moutet l'a dit et j'atteste devant l'Histoire que nous les avons prévues, que nous

les avions annoncées ; lorsque nous avons dit que pénétrer par la force, par les armes au Maroc, c'était ouvrir l'ère des ambitions, des convoitises et des conflits, on nous a dénoncés comme de mauvais Français et c'est nous qui avons le souci de la France.

Voilà, hélas ! notre part de responsabilité, et elle se précise, si vous voulez bien songer que c'est la question de la Bosnie-Herzégovine qui est l'occasion de la lutte entre l'Autriche et la Serbie et que nous, Français, quand l'Autriche annexait la Bosnie-Herzégovine, nous n'avions pas le droit ni le moyen de lui opposer la moindre remontrance, parce que nous étions engagés au Maroc et que nous avons besoin de nous faire pardonner notre propre péché en pardonnant les péchés des autres.

Et alors notre ministre des Affaires étrangères disait à l'Autriche : « *Nous vous passons la Bosnie-Herzégovine, à condition que vous nous passiez le Maroc* » et nous promentions nos offres de pénitence de puissance en puissance, de nation en nation, et nous disions à l'Italie : « *Tu peux aller en Tripolitaine, puisque je suis au Maroc, tu peux voler à l'autre bout de la rue, puisque moi j'ai volé à l'extrémité.* »

Chaque peuple paraît à travers les rues de l'Europe avec sa petite torche à la main et maintenant voilà l'incendie. Eh bien ! citoyens, nous avons notre part de responsabilité, mais elle ne cache pas la responsabilité des autres et nous avons le droit et le devoir de dénoncer, d'une part, la sournoiserie et la brutalité de la diplomatie allemande, et, d'autre part, la duplicité de la diplomatie russe. Les Russes qui vont peut-être prendre parti pour les Serbes contre l'Autriche et qui vont dire « Mon cœur de grand peuple slave ne supporte pas qu'on fasse violence au petit peuple slave de Serbie. » « Oui, mais qui est-ce qui a frappé la Serbie au cœur ? Quand la Russie est intervenue dans les Balkans, en 1877, et quand elle a créé une Bulgarie, soi-disant indépendante, avec la pensée de mettre la main sur elle, elle a dit à l'Autriche "Laisse-moi faire et je te confierai l'administration de la Bosnie-Herzégovine." » « L'administration, vous comprenez ce que cela veut dire, entre diplomates, et du jour où l'Autriche-Hongrie a reçu l'ordre d'administrer la Bosnie-Herzégovine, elle n'a eu qu'une pensée, c'est de l'administrer au mieux de ses intérêts. »

Dans l'entrevue que le ministre des Affaires étrangères russe a eue avec le ministre des Affaires étrangères de l'Autriche, la Russie a dit à l'Autriche : « *Je t'autoriserai à annexer la Bosnie-Herzégovine à*

condition que tu me permettes d'établir un débouché sur la mer Noire, à proximité de Constantinople. » M. d'Ærenthal a fait un signe que la Russie a interprété comme un oui, et elle a autorisé l'Autriche à prendre la Bosnie-Herzégovine, puis quand la Bosnie-Herzégovine est entrée dans les poches de l'Autriche, elle a dit à l'Autriche : « *C'est mon tour pour la mer Noire.* » « *Quoi ? Qu'est-ce que je vous ai dit ? Rien du tout !* », et depuis c'est la brouille avec la Russie et l'Autriche, entre M. Iswolsky, ministre des Affaires étrangères de la Russie, et M. d'Ærenthal, ministre des Affaires étrangères de l'Autriche ; mais la Russie avait été la complice de l'Autriche pour livrer les Slaves de Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie et pour blesser au cœur les Slaves de Serbie.

C'est ce qui l'engage dans les voies où elle est maintenant.

Si depuis trente ans, si depuis que l'Autriche a l'administration de la Bosnie-Herzégovine, elle avait fait du bien à ces peuples, il n'y aurait pas aujourd'hui de difficultés en Europe ; mais la cléricale Autriche tyrannisait la Bosnie-Herzégovine ; elle a voulu la convertir par force au catholicisme ; en la persécutant dans ses croyances, elle a soulevé le mécontentement de ces peuples.

La politique coloniale de la France, la politique sournoise de la Russie et la volonté brutale de l'Autriche ont contribué à créer l'état de choses horrible où nous sommes. L'Europe se débat comme dans un cauchemar.

Eh bien ! citoyens, dans l'obscurité qui nous environne, dans l'incertitude profonde où nous sommes de ce que sera demain, je ne veux prononcer aucune parole téméraire, j'espère encore malgré tout qu'en raison même de l'énormité du désastre dont nous sommes menacés, à la dernière minute, les gouvernements se ressaisiront et que nous n'aurons pas à frémir d'horreur à la pensée du cataclysme qu'entraînerait aujourd'hui pour les hommes une guerre européenne.

Vous avez vu la guerre des Balkans ; une armée presque entière a succombé soit sur le champ de bataille, soit dans les lits d'hôpitaux, une armée est partie à un chiffre de trois cent mille hommes, elle laisse dans la terre des champs de bataille, dans les fossés des chemins ou dans les lits d'hôpitaux infectés par le typhus cent mille hommes sur trois cent mille.

« *Je veux espérer encore que le crime ne sera pas
consommé* »

Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe : ce ne serait plus, comme dans les Balkans, une armée de trois cent mille hommes, mais quatre, cinq et six armées de deux millions d'hommes. Quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie ! Et voilà pourquoi, quand la nuée de l'orage est déjà sur nous, voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé. Citoyens, si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver le plus tôt possible du crime que les dirigeants auront commis et en attendant, s'il nous reste quelque chose, s'il nous reste quelques heures, nous redoublerons d'efforts pour prévenir la catastrophe. Déjà, dans le *Vorwaerts*, nos camarades socialistes d'Allemagne s'élèvent avec indignation contre la note de l'Autriche et je crois que notre bureau socialiste international est convoqué.

Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes et que nous demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar.

J'aurais honte de moi-même, citoyens, s'il y avait parmi vous un seul qui puisse croire que je cherche à tourner au profit d'une victoire électorale, si précieuse qu'elle puisse être, le drame des événements. Mais j'ai le droit de vous dire que c'est notre devoir à nous, à vous tous, de ne pas négliger une seule occasion de montrer que vous êtes avec ce parti socialiste international qui représente à cette heure, sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un rétablissement de la paix.

« Tout pour les ouvriers ;
tout pour les travailleurs ! »

– *Vladimir Ilitch Lénine*



2

Vladimir Ilitch Lénine

Chef révolutionnaire russe

Perspicace, battant, suffisant et inflexible, l'activiste politique marxiste Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine (1870-1924) fut à la tête de la révolution d'Octobre de 1917 et instaura la « dictature du prolétariat » qui, pendant plus de sept décennies, régna sur la Russie. Malgré l'ultime effondrement du communisme soviétique, l'influence de Lénine se fait toujours sentir en Russie et au-delà des frontières.

« Tout pour les ouvriers ! Tout pour les travailleurs ! »

30 août 1918, Moscou, Russie

Le discours ci-après fut prononcé par Lénine devant un parterre d'ouvriers rassemblé dans l'atelier de l'usine Michelson (Moscou) où étaient fabriquées des grenades à main.

En Russie, beaucoup de choses ont changé depuis la révolution de Février (mars 1917, dans le calendrier grégorien) qui contraignit le tsar Nicolas II à abdiquer pour laisser la place à un gouvernement provisoire constitué de réformateurs modérés. Si Lénine – qui refusa de compromettre les plans qu'il avait minutieusement élaborés pour réorganiser le gouvernement et l'économie – n'a pas tiré parti des manifestations antigouvernementales de juillet 1917, quelques mois plus tard, il fut celui qui mena la révolution d'Octobre lui donnant le pouvoir. En novembre, Lénine autorise l'élection d'une Assemblée constituante qu'il dissout en janvier 1918, le Parti socialiste révolutionnaire ayant remporté la majorité des sièges. En mars 1918, la Russie se retire de la Première Guerre mondiale, cédant de vastes territoires et une grande partie de ses ressources économiques à l'Allemagne avec la signature du traité de Brest-Litovsk.

Le 15 août, Lénine met fin aux relations diplomatiques entre la Russie et les États-Unis et, deux semaines plus tard, prononce le discours ci-après dans lequel il discrédite le gouvernement provisoire modéré (mis en place

après la révolution de Février) et décrie le concept américain de la démocratie, donnant libre cours à sa colère quant à la manière dont la guerre se déroule et dont les ouvriers dans les autres pays sont traités.

Alors qu'il quitte l'usine, Fanya Kaplan, membre du Parti socialiste révolutionnaire, court vers Lénine et tire à bout portant. Lénine refuse de se rendre à l'hôpital où il craint que d'autres fanatiques l'attendent pour l'assassiner. Soigné chez lui, il ne se remettra jamais complètement de ses blessures.

Nous autres, bolcheviks, sommes en permanence accusés de bafouer les slogans appelant à l'égalité et à la fraternité. Voyons ce qu'il en est dans les faits.

Quel est le pouvoir qui prit la place du régime tsariste ?¹ C'est le pouvoir de Goutchkov² et de Milioukov³ qui ont posé les jalons de l'Assemblée constituante en Russie. Mais qu'en fut-il réellement de l'action menée pour libérer le peuple du joug sous lequel il était depuis mille ans ? Eh bien, Goutchkov et les autres responsables se sont tout simplement contentés de réunir autour d'eux une kyrielle de capitalistes qui ne firent que poursuivre leurs objectifs impérialistes. Et lorsque Kerenski⁴, Tchernov⁵ et toute la clique prirent le pouvoir, le nouveau gouvernement, indécis et sans aucun fondement sur lequel s'appuyer, se lança dans la lutte uniquement pour protéger les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie devenue pour lui une alliée. C'est ainsi que le pouvoir est passé aux mains des koulaks⁶, échappant totalement aux travailleurs.

1 La dynastie des Romanov régna sur la Russie à partir de 1613. Des réformes constitutionnelles furent mises en place en 1905 mais après la révolution de Février, le tsar abdiqua, mettant ainsi fin à un gouvernement impérial. Un gouvernement provisoire fut constitué pour diriger le pays jusqu'à ce que soient élus les membres d'une Assemblée constituante.

2 Homme politique russe, Alexandre Goutchkov (1862-1936) fut ministre de la Guerre et de la Marine du premier gouvernement provisoire. Favorable à la poursuite de la guerre et opposé à une réforme du territoire de grande ampleur, il démissionna de son poste de ministre en mai 1917.

3 Homme politique russe, Pavel Milioukov (1859-1943) fut ministre des Affaires étrangères du premier gouvernement provisoire. Jusqu'en mai 1917, date à laquelle il démissionna, il afficha sa volonté de poursuivre la guerre.

4 Homme politique socialiste russe, Alexandre Kerenski (1881-1970) fut nommé ministre de la Guerre du gouvernement provisoire en mai 1917 puis Premier ministre en juillet 1917. Face à la pression bolchevique, il s'enfuit et quitta la Russie quelques mois plus tard.

5 Homme politique russe, Viktor Tchernov (1873-1952) participa à la fondation du Parti socialiste révolutionnaire en 1901. Il fut nommé au poste de ministre de l'Agriculture du gouvernement provisoire. Le PSR ayant remporté les élections, il devint le président de l'Assemblée constituante avant qu'elle ne soit dissoute par Lénine.

6 Terme péjoratif désignant les paysans possédant des terres acquises suite à l'émancipation des serfs en 1905. Les koulaks se sont opposés à la réforme agraire de Lénine.

Nous avons assisté à ce même phénomène dans d'autres pays. Prenons l'Amérique, le pays le plus libre et le plus civilisé du monde. L'Amérique est une république démocratique. Résultat ? Nous avons un pays gouverné par une clique éhontée non pas de millionnaires mais de multimillionnaires et toute une nation réduite en esclavage et opprimée. Si les usines et les ateliers, les banques et toutes les richesses de la nation appartiennent aux capitalistes ; si à côté de la république démocratique, nous constatons un asservissement constant de millions de travailleurs et une incessante pauvreté, nous sommes en droit de nous demander où se situent cette égalité et cette fraternité dont le pays se glorifie.

Loin de là ! Le principe de la démocratie s'accompagne ni plus ni moins d'un banditisme féroce. Nous comprenons la véritable nature des prétendues démocraties.

Les traités signés dans le plus grand secret par la République française, l'Angleterre et les autres démocraties⁷ nous ont clairement signifié leur vraie nature et révélé les faits sous-jacents de leurs agissements. Leurs objectifs et leurs intérêts sont tout aussi voraces et criminels que ceux de l'Allemagne. La guerre nous a ouvert les yeux. Désormais, nous savons pertinemment que sous le masque du « défenseur de la patrie » se dissimulent un bandit et un voleur. Et les attaques de ce bandit doivent être contrées par une action révolutionnaire, une créativité révolutionnaire.

Bien entendu, il est très difficile, à une période exceptionnelle telle que celle que nous vivons aujourd'hui, de créer une union et rallier les différents éléments révolutionnaires paysans. Mais nous avons foi en l'énergie créatrice et l'enthousiasme social de l'avant-garde de la révolution – le prolétariat des usines et des ateliers.

Les ouvriers ont fini par comprendre que, aussi longtemps qu'ils permettront à leur esprit de se délecter des fantasmes d'une république démocratique et d'une assemblée constituante, ils devront avancer 50 millions de roubles par jour à des fins militaires qui, au final les détruiront, et pendant une durée telle qu'il leur sera impossible de trouver une issue et sortir de l'oppression capitaliste.

⁷ L'enchaînement rapide des événements qui conduisit à la Première Guerre mondiale fut, en grande partie, dû à toute une série de traités et de pactes négociés (souvent dans le plus grand secret) entre les différentes puissances européennes.

Et une fois qu'ils ont eu compris cela, les ouvriers ont créé les Soviets⁸. C'est la vie elle-même, la vraie, la véritable vie qui a permis aux ouvriers de comprendre qu'aussi longtemps que les propriétaires terriens resteraient retranchés dans des palais et de merveilleux châteaux, la liberté de l'assemblée ne serait que pure fiction, voire ne pourrait éventuellement être trouvée que dans l'autre monde. Promettre la liberté aux ouvriers et, en même temps, laisser les châteaux, la terre, les usines et toutes les ressources entre les mains des capitalistes et des propriétaires terriens – n'a rien à voir avec la liberté et l'égalité.

« Nous n'avons qu'une devise : celui qui travaille a le droit de profiter des bonnes choses de la vie »

Les paresseux, les parasites, ceux qui sucent le sang du peuple travailleur, doivent être privés de ces bienfaits. Nous proclamons haut et fort : Tout pour les ouvriers ! Tout pour les travailleurs !

Nous savons qu'arriver à nos fins sera difficile. Nous avons conscience de la violence avec laquelle la bourgeoisie s'opposera à nous. Mais nous croyons en la victoire finale du prolétariat. Une fois que le prolétariat se sera libéré du terrible dilemme des menaces de l'impérialisme militaire et une fois qu'il se sera érigé sur les ruines de la structure qu'il avait renversée, la nouvelle structure de la république socialiste, le prolétariat ne pourra que remporter la victoire.

Et, de fait, partout nous voyons des forces qui se rassemblent. Suite à l'abolition de la propriété privée de la terre, nous assistons maintenant à une fraternisation active entre le prolétariat des villes et le prolétariat des campagnes. Chez les ouvriers, la conscience politique de classe n'a jamais été aussi claire et aussi précise.

Idem en Occident. En Angleterre, en France, en Italie et dans bien d'autres pays, les ouvriers répondent de plus en plus aux sollicitations et aux exigences ce qui, en soi, est une première victoire de la cause révolutionnaire internationale. Et notre devoir aujourd'hui est de poursuivre notre travail révolutionnaire et passer outre l'hypocrisie, les cris de rage et les sermons administrés par la bourgeoisie meurtrière. Nous devons orienter nos efforts sur le

⁸ Conseils d'ouvriers et de soldats élus par le peuple.

front tchéco-slovaque⁹ afin de disséminer sans attendre cette bande d'assassins sans merci qui se cachent derrière des slogans prônant la liberté et l'égalité et abattent des centaines et des milliers d'ouvriers et de paysans.

Notre ultime recours : vaincre ou mourir !

9 Suite au succès de la révolution d'Octobre, le nouveau régime fut attaqué par différentes factions anti-bolcheviques au cours d'une guerre civile qui opposa les communistes « les rouges » et une coalition de conservateurs, monarchistes et libéraux appelés « les blancs » dont faisait partie la légion tchécoslovaque postée en Sibérie.

3

Le Mahatma Gandhi

Avocat et homme d'État indien

Chef de file du Congrès, mouvement nationaliste indien, Mohandas Karamchand Gandhi, connu sous le nom de Mahatma (« Grande Âme ») (1869-1948) a mené, au cours des décennies qui suivirent la Première Guerre mondiale, une campagne non violente pour l'indépendance de l'Inde qui se solda par la partition de l'Empire des Indes en août 1947. Vénéralisé par beaucoup comme un homme qui professe la morale, un réformateur et un patriote, il est considéré par ses détracteurs comme la victime d'un aveuglement qui l'empêche de voir l'effusion de sang provoquée par ses soi-disant campagnes non violentes. Gandhi est assassiné à Delhi par un extrémiste hindou le 30 janvier 1948.

« Pourquoi voulons-nous proposer cette non-coopération ? »

12 août 1920, Madras (aujourd'hui Chennai) (Inde)

Gandhi prononça le discours ci-après au tout début de ce qui sera pour lui un long combat. Suite aux violentes campagnes menées au nom de l'indépendance de l'Inde, le *Anarchical and Revolutionary Crimes Act* de 1919, communément connu sous le nom de lois Rowlatt, pérennisa la restriction des libertés civiles promulguées pendant la Première Guerre mondiale, une décision qui poussa Gandhi à organiser un mouvement de résistance pacifique et structuré baptisé *satyagraha* (« étreinte de la vérité »). Or, la violence qui néanmoins accompagna ce mouvement dans certains lieux, se traduisit par l'instauration de la loi martiale par les Britanniques au Pendjab et au massacre d'Amritsar en avril 1919, les troupes britanniques faisant feu sur la foule réunie lors d'une fête religieuse. On déplora 379 morts.

Les conditions de paix présentées à la Turquie par les Alliés à l'issue de la Première Guerre mondiale dans le traité de Sèvres déchaînèrent la colère des musulmans du sous-continent indien qui lancèrent le mouvement Califat en septembre 1919 afin de protéger le califat turc et empêcher le démantèlement de l'Empire ottoman comme stipulé par les Britanniques

et leurs alliés. Soutenant le mouvement Califat Gandhi écrit, en juin 1920, au vice-roi pour lui faire part de son intention de lancer un mouvement de non-coopération en réaction aux termes du Traité. Dans sa lettre, Gandhi renvoie au droit pour un sujet « de refuser de soutenir un dirigeant qui gouverne mal ». Les défenseurs du mouvement de non-coopération eurent pour instruction de refuser d'occuper un poste gouvernemental, de retirer leurs enfants des écoles et des universités gouvernementales et de créer des écoles et des universités nationales, de boycotter les tribunaux britanniques et de mettre en place des tribunaux privés. Furent prônés la vérité et la non-violence et ce, quelle que soit la situation, ainsi que le port de vêtements traditionnels tissés en Inde.

Gandhi lança officiellement le mouvement de non-coopération le 1^{er} août 1920. Quelques jours plus tard, le Mahatma s'adressa à quelque 50 000 personnes réunies sur la plage de Madras. Dans son discours, Gandhi explique pourquoi le mouvement Califat est important et dévoile les principes du mouvement de non-violence.

Monsieur le Président, mes amis...

Je suis assis là devant vous pour vous poser l'une des questions les plus importantes qui soient [...] Je suis venu vous demander – et cette question s'adresse à chacun d'entre vous – si vous êtes prêts et disposés à donner tout ce qui est en votre pouvoir pour votre pays, pour l'honneur et la religion de votre pays [...]

Mais qu'est-ce donc que cette non-coopération dont vous avez tant entendu parler et pourquoi voulons-nous proposer cette non-coopération ? Je souhaiterais dans un premier temps préciser les choses. Il y a deux choses à prendre en compte. Tout d'abord la question du Califat. Un point qui a déchiré le cœur des musulmans d'Inde¹. Les promesses des Britanniques faites après mûre réflexion, par le Premier ministre anglais² au nom de la nation anglaise, ont été traînées dans la boue. Les promesses faites à l'Inde musulmane... n'ont pas été tenues et la grande religion qu'est l'islam a été mise en danger.

Les musulmans maintiennent – et j'ose penser qu'ils le font à juste titre – que tant que les promesses des Britanniques ne seront pas tenues, il leur sera impossible de faire, de manière inconditionnelle,

1 Gandhi utilise le mot musulmans plus archaïque que le terme *muslims* qui désigne aujourd'hui les membres de la communauté islamique.

2 David Lloyd George (1863-1945) fut le Premier ministre du Royaume-Uni de 1916 à 1922.

acte d'allégeance et de loyauté au parent britannique. Et si un musulman dévot se doit de choisir entre la loyauté envers le parent britannique ou la loyauté envers les principes de sa religion et son Prophète, son choix sera immédiat – et ce choix, les musulmans l'ont fait. Les musulmans ont dit d'une manière franche, ouverte et honorable au monde entier que si les ministres britanniques et la nation britannique ne respectaient pas les engagements qu'ils ont pris envers eux [...] ils ne pourront aucunement compter sur la loyauté islamique.

Le reste de la population indienne doit quant à elle se poser une autre question à savoir si elle souhaite accomplir un devoir amical auprès de ses concitoyens musulmans. Ils doivent saisir l'opportunité qui s'offre à eux, une opportunité qui ne se représentera pas au cours des cent prochaines années, à savoir montrer leur bonne volonté, leur soutien et leur amitié et prouver par des faits ce qu'ils ont dit pendant de longues années, à savoir que le musulman est le frère de l'hindou. Si l'hindou considère que son union naturelle avec son frère musulman passe avant son union avec la nation britannique, alors je ne peux que vous dire que si vous trouvez juste la revendication musulmane [...] vous n'aurez d'autre choix que d'aider le musulman et ce, autant que vous le pouvez [...]

Telles sont les conditions sans équivoque que les musulmans indiens ont acceptées. C'est seulement lorsqu'ils ont vu qu'ils pouvaient accepter l'aide offerte par les hindous, qu'ils pouvaient toujours justifier la cause et les moyens face au monde entier, qu'ils ont décidé d'accepter la main tendue par leurs frères.

Il appartient maintenant aux hindous et aux mahométans³ de présenter un front uni à l'ensemble des puissances chrétiennes d'Europe et de leur dire qu'aussi faible qu'elle soit, l'Inde a toujours la capacité de préserver sa dignité [...]

Voici en résumé ce qu'est le Califat. Mais il y a aussi la question du Pendjab. Le Pendjab a blessé le cœur de l'Inde comme aucune autre question au cours du siècle dernier. Et je ne mets évidemment pas de côté la grande mutinerie de 1857. Aussi grandes furent les souffrances endurées par l'Inde au cours de la révolte des cipayes, elles ne furent rien comparées à l'affront qui fut fait à notre pays avec la mise en place des lois Rowlatt et leurs conséquences [...]

3 Autre terme pour désigner celles et ceux qui professent la religion de Mahomet.

La Chambre des Communes, la Chambre des Lords, Monsieur Montagu⁴, le vice-roi des Indes⁵, tous connaissent le sentiment de l'Inde quant à la question du Califat et à celle du Pendjab [...] mais ils ne sont pas disposés à rendre la justice que l'Inde réclame et qui lui est due.

Ce que je veux dire par là c'est [...] qu'à moins que les dirigeants britanniques présents en Inde ne nous accordent cette dignité que nous demandons, aucune relation, aucun rapport amical ne sera possible entre eux et nous. C'est pourquoi j'ose proposer cette belle et irréfutable méthode de non-coopération.

On m'a dit que la non-coopération n'était pas conforme à la Constitution. Une affirmation que je réfute.

« Je maintiens que la non-coopération est une doctrine juste et sacrée ; c'est le droit absolu de tout être humain [...] »

En effet, la non-coopération est parfaitement conforme à la Constitution [...] Je ne revendique aucune constitutionnalité pour une rébellion, victorieuse ou non, dès lors que cette rébellion est conforme au sens courant du terme, à savoir – parvenir à la justice par la violence. Au contraire, je l'ai dit et répété à mes concitoyens, la violence – quelle qu'en soit la finalité en Europe – ne nous servira jamais en Inde.

Mon frère et ami Shaukat Ali⁶ croit en l'usage de la violence [...] mais le soldat qu'il est reconnaît que la violence n'a pas sa place en Inde. C'est pourquoi il s'est rallié à moi, acceptant mon aide modeste, et il m'a donné sa parole que tant que je serai avec lui et tant qu'il croira en la doctrine que je défends, il n'envisagera pas d'user de violence à l'encontre d'un Anglais, voire d'un homme quel qu'il soit sur Terre [...]

4 Homme politique anglais, Edwin Montagu (1879-1924) occupa le poste de Sous-secrétaire d'État à l'Inde de 1910 à 1914 puis celui de Secrétaire d'État à l'Inde de 1917 à 1922. Entre 1917 et 1918, il étudia les réformes de la Constitution indienne et remit un rapport aux autorités britanniques qui servit de base au *Government of India Act* de 1919 conférant aux Indiens le droit de s'impliquer, dans une certaine mesure, dans le gouvernement.

5 Administrateur colonial, Frederic Thesiger, 3^e baron Chelmsford puis 1^{er} vicomte de Chelmsford (1868-1933). Il occupa le poste de vice-roi des Indes de 1916 à 1921.

6 Nationaliste musulman indien, Shaukat Ali (1873-1938) fut à l'origine du mouvement Califat avec son frère Muhammad (1878-1931).

Dès que l'Inde acceptera la doctrine de l'épée, ma vie en tant qu'Indien s'achèvera. Car je crois en cette mission spécifique que doit mener l'Inde et je crois que les anciens et l'expérience acquise au fil des siècles ont découvert que ce qui est vrai pour tout être humain sur Terre ce n'est pas la justice qui repose sur la violence mais la justice qui repose sur le sacrifice de soi, la justice qui repose sur les rituels *Yagna* et *Kurbani*⁷. Je m'accroche à cette doctrine et je m'y accrocherai toujours. C'est pour cette raison que je vous dis qu'alors que mon ami croit aussi en la doctrine de la violence et considère la doctrine de la non-violence comme étant une arme du faible, je considère pour ma part que la doctrine de la non-violence est une arme du plus fort [...]

Je vous le dis : tant que vous aurez le sens de l'honneur et tant que vous espérerez rester les descendants et les défenseurs des nobles traditions qui vous ont été transmises génération après génération, vous trouverez non conforme à la Constitution le fait de ne pas non-coopérer et de coopérer avec un gouvernement qui est devenu aussi injuste que l'est devenu notre gouvernement [...]

Je ne suis pas contre les Anglais ; je ne suis pas contre les Britanniques ; je ne suis pas contre les gouvernements ; mais je suis contre le mensonge, contre les balivernes et contre l'injustice [...]

J'étais rempli d'espoir lorsqu'au congrès d'Amritsar⁸, je me suis mis à genoux devant certains d'entre vous et ai imploré la non-coopération avec le gouvernement. Croyez-moi. J'ai vraiment espéré que les ministres britanniques – qui, en général, sont des personnes sensées – apaiseraient l'émotion des musulmans, qu'ils sauraient rendre justice suites aux atrocités menées au Pendjab. C'est pourquoi j'ai dit : restituons la bonne volonté à la main amie qui s'est tendue vers nous, cette main qui je l'ai cru nous a été tendue par le biais de la Proclamation royale. C'est à ce titre que j'ai imploré la coopération.

Mais aujourd'hui que les agissements des ministres britanniques ont détruit ce en quoi j'avais foi, je suis venu ici plaider non pas en faveur d'une obstruction au conseil législatif mais en faveur d'une non-coopération réelle et substantielle qui pourrait paralyser le plus puissant des gouvernements sur Terre.

7 Rituels sacrificiels védiques pour honorer les divinités.

8 La réunion annuelle du Congrès national indien eut lieu à Amritsar en décembre 1919.

C'est pour cette raison que je me trouve ici devant vous. Tant que justice ne sera pas rendue et tant que des mains circonspectes et des stylos réticents ne nous auront rendu notre dignité, aucune coopération ne sera possible [...]

Je réfute l'idée d'être un visionnaire. Je n'accepte pas le costume de sainteté que l'on me fait endosser. Je suis sur la Terre, je suis un terrien, un homme normal comme la plupart d'entre vous, peut-être plus normal encore que vous. Et je puis me laisser aller à la faiblesse tout autant que vous [...]

J'ai compris le secret de mon propre hindouisme sacré j'ai bien compris que la non-coopération est le devoir non seulement du saint mais aussi le devoir de tout citoyen ordinaire qui – sans trop en savoir, sans vouloir trop en savoir – veut accomplir les tâches quotidiennes qui lui incombent [...]

Je demande à mes concitoyens de ne suivre aucun autre évangile que l'Évangile du sacrifice de soi qui précède toute bataille.

Que vous adhérez aux principes de la violence ou de la non-violence, vous devrez quoi qu'il en soit traverser le feu du sacrifice et de la discipline. Que Dieu vous accorde, que Dieu accorde à nos chefs, la sagesse, le courage et la vraie connaissance nécessaires pour conduire la nation jusqu'au but qui lui tient à cœur. Que Dieu montre au peuple d'Inde la voie à suivre, qu'il lui permette de voir les choses telles qu'elles sont, qu'il lui donne le pouvoir et le courage de suivre cette voie, difficile et pourtant accessible, du sacrifice.